



“Le blanc laissé sur le mur des mairies après la réquisition des portraits présidentiels symbolise l’absence d’engagement politique contre le réchauffement climatique pour faire face à l’ampleur des enjeux écologiques, sociaux et humanitaires”.

Par la campagne de désobéissance civile #SortonsMacron organisée à l’échelle nationale, le mouvement ANVCOP21 demande au gouvernement :

- **"De dire la vérité"** (*Expliquer publiquement les implications sociales, démocratiques et environnementales de la politique actuelle du gouvernement, qui nous amène dramatiquement vers +3°C ou +4°C et non sous +2°C ou 1,5°C...*)
- **"De respecter l’objectif +1,5°C"** (*la France n’a pas revu à la hausse ses engagements, ni suite à l’Accord de Paris jugé par les experts et associations comme grandement insuffisants, ni suite au rapport spécial très alarmant du GIEC d’octobre 2018, commandé par l’ONU lors de la COP21*)
- **"De garantir la justice sociale"** (*pour que la transition rapide nécessaire puisse être menée sans sacrifier les conditions de vie des personnes plus démunies*)

**Pour le groupe Alternatiba ANVCOP21 Saint Étienne,
le blanc laissé sur le mur des mairies représente aussi la « page blanche du grand récit que nous devons écrire au plus vite » pour rompre avec l’avenir sombre qui nous est tracé...
Il est temps de remettre le droit et la justice dans le bon ordre.**

Par nos réquisitions de portraits présidentiels nous tenons à marquer l’incroyable écart entre nos délits symboliques et l’inaction du gouvernement concernant le climat, mais aussi entre nos délits symboliques et l’impunité et la toute puissance des multinationales sur les États et sur les décisions démocratiques, via le lobbying exacerbé, les conflits d’intérêt et les accords dits « de libre échange ».

Si les efforts à mener doivent être assumés par toutes et tous, les multinationales et leurs dirigeants doivent être arrêtés, jugés et condamnés pour réparation, à la hauteur des besoins. Les millions de milliards nécessaires pour financer l’urgente mutation écologique, sociale et solidaire existent. Pour l’heure ils sont entre leurs mains. Comme l’a fait le parlement britannique le 1^{er} mai, sous la pression des mobilisation d’Extinction Rebellion à Londres, déclarons l’état d’urgence climatique à l’échelle planétaire.

Interdisons les hauts salaires et les rémunérations pharaoniques des dirigeants autant que les dividendes des actionnaires des multinationales dont les activités mènent l’humanité vers sa probable fin. Et remettons leurs immenses richesses accumulées au service du bien commun... C’est ensuite que chacune et chacun pourra légitimement contribuer à la hauteur de ses moyens...

En retirant le portrait de Macron, nous voulons annoncer la fin d’un règne, la fin du règne du profit de quelques uns aux dépens du plus grand nombre...

Nous sommes des milliards d’humains à vouloir reprendre notre avenir en mains... C’est maintenant !

Dernier bilan national de l’action #SortonsMacron, au 6 mai 2019

49 portraits réquisitionnés par 26 groupes, soit 395 activistes
77 personnes auditionnées, dont 42 gardes à vues + 38 perquisitions
24 personnes poursuivies / 6 procès

- mardi 28 mai à Bourg en Bresse à 13h30 - 6 personnes poursuivies
- mercredi 26 juin à Strasbourg à 8h30 - 3 personnes poursuivies
- lundi 2 septembre à Lyon à 14h - 2 personnes poursuivies
- lundi 11 septembre à Paris à 9h - 9 personnes poursuivies
- lundi 16 septembre et/ou 9 octobre (à confirmer) à Mulhouse à 8h30 - 2 personnes poursuivies
- lundi 4 novembre à Grenoble à 13h30 - 2 personnes poursuivies



“Le blanc laissé sur le mur des mairies après la réquisition des portraits présidentiels symbolise l’absence d’engagement politique contre le réchauffement climatique pour faire face à l’ampleur des enjeux écologiques, sociaux et humanitaires”.

Par la campagne de désobéissance civile #SortonsMacron organisée à l’échelle nationale, le mouvement ANVCOP21 demande au gouvernement :

- **"De dire la vérité"** (*Expliquer publiquement les implications sociales, démocratiques et environnementales de la politique actuelle du gouvernement, qui nous amène dramatiquement vers +3°C ou +4°C et non sous +2°C ou 1,5°C...*)
- **"De respecter l’objectif +1,5°C"** (*la France n’a pas revu à la hausse ses engagements, ni suite à l’Accord de Paris jugé par les experts et associations comme grandement insuffisants, ni suite au rapport spécial très alarmant du GIEC d’octobre 2018, commandé par l’ONU lors de la COP21*)
- **"De garantir la justice sociale"** (*pour que la transition rapide nécessaire puisse être menée sans sacrifier les conditions de vie des personnes plus démunies*)

**Pour le groupe Alternatiba ANVCOP21 Saint Étienne,
le blanc laissé sur le mur des mairies représente aussi la « page blanche du grand récit que nous devons écrire au plus vite » pour rompre avec l’avenir sombre qui nous est tracé...
Il est temps de remettre le droit et la justice dans le bon ordre.**

Par nos réquisitions de portraits présidentiels nous tenons à marquer l’incroyable écart entre nos délits symboliques et l’inaction du gouvernement concernant le climat, mais aussi entre nos délits symboliques et l’impunité et la toute puissance des multinationales sur les États et sur les décisions démocratiques, via le lobbying exacerbé, les conflits d’intérêt et les accords dits « de libre échange ».

Si les efforts à mener doivent être assumés par toutes et tous, les multinationales et leurs dirigeants doivent être arrêtés, jugés et condamnés pour réparation, à la hauteur des besoins. Les millions de milliards nécessaires pour financer l’urgente mutation écologique, sociale et solidaire existent. Pour l’heure ils sont entre leurs mains. Comme l’a fait le parlement britannique le 1^{er} mai, sous la pression des mobilisation d’Extinction Rebellion à Londres, déclarons l’état d’urgence climatique à l’échelle planétaire.

Interdisons les hauts salaires et les rémunérations pharaoniques des dirigeants autant que les dividendes des actionnaires des multinationales dont les activités mènent l’humanité vers sa probable fin. Et remettons leurs immenses richesses accumulées au service du bien commun... C’est ensuite que chacune et chacun pourra légitimement contribuer à la hauteur de ses moyens...

En retirant le portrait de Macron, nous voulons annoncer la fin d’un règne, la fin du règne du profit de quelques uns aux dépens du plus grand nombre...

Nous sommes des milliards d’humains à vouloir reprendre notre avenir en mains... C’est maintenant !

Dernier bilan national de l’action #SortonsMacron, au 6 mai 2019

49 portraits réquisitionnés par 26 groupes, soit 395 activistes
77 personnes auditionnées, dont 42 gardes à vues + 38 perquisitions
24 personnes poursuivies / 6 procès

- mardi 28 mai à Bourg en Bresse à 13h30 - 6 personnes poursuivies
- mercredi 26 juin à Strasbourg à 8h30 - 3 personnes poursuivies
- lundi 2 septembre à Lyon à 14h - 2 personnes poursuivies
- lundi 11 septembre à Paris à 9h - 9 personnes poursuivies
- lundi 16 septembre et/ou 9 octobre (à confirmer) à Mulhouse à 8h30 - 2 personnes poursuivies
- lundi 4 novembre à Grenoble à 13h30 - 2 personnes poursuivies